



## Déclaration liminaire au CDEN du 18 octobre 2017

*Monsieur le Préfet,  
Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale,  
Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,*

Les mauvaises nouvelles ne manquent pas en cet automne pour le monde du travail, et les fonctionnaires ne sont pas épargnés. Une semaine après l'appel unitaire de tous les syndicats de la Fonction Publique et la mobilisation exceptionnelle du 10 octobre, M. le Ministre des Comptes Publics confirme le gel du point d'indice mais aussi le report, au mieux, des revalorisations prévues dans le cadre du PPCR. Ce point, en particulier, marque pour la FSU des Alpes de Haute Provence une rupture inacceptable de la parole donnée par l'État.

Dans l'Éducation Nationale, la seule avancée notable de cette rentrée est l'instauration des CP à 12 élèves en Éducation Prioritaire, mesure qui, soit dit en passant, valide les positions de la FSU et contredit le discours tenu depuis de nombreuses années sur l'inutilité de la réduction des effectifs par classe. Nous tenons cependant à souligner le prix de sa mise en place pour le dispositif « Plus de maîtres que de classes » et pour les autres niveaux de classe ; de plus, notre département n'est pas concerné : nous attendons toujours de vraies mesures pour l'école rurale.

Dans nos écoles, justement, la rentrée n'a pas toujours été aussi facile qu'on veut bien le dire.

Premier point de tension : lors du CDEN du 15 avril 2014, nous avons souligné à quel point la mise en place des nouveaux rythmes scolaires se faisait en dépit du bon sens, avec des emplois du temps contradictoires – voire antagonistes – entre les communes et parfois mêmes entre les écoles d'une même commune. Nous avons refusé de voter l'organisation départementale proposée, en arguant que s'il y avait un « bon » rythme pour les élèves, il ne pouvait y en avoir soixante différents. Le retour à la semaine de quatre jours se fait cette année dans les mêmes – catastrophiques – conditions, et sans même qu'un bilan ait été tiré des trois années précédentes. Dans notre département, le taux de retour au quatre jours est quatre fois supérieur à la moyenne nationale : cela est du, bien plus qu'à une vraie réflexion sur le rythme de l'enfant, aux terribles difficultés auxquelles les petites communes ont du faire face pour mettre en place les activités périscolaires. La FSU 04 constate cependant que ce nouveau changement est favorablement accueilli par les équipes, qui retrouvent un rythme de travail hebdomadaire supportable après trois ans de pression ; mais ne peut que déplorer les modalités de ce retour en arrière, qui

renforce encore une fois les inégalités entre écoles, entre communes, et laisse sur le bord de la route de nombreux travailleurs de l'éducation périscolaire.

Autre point inquiétant : à l'issue du premier mouvement, comme vous le savez, 14 directions sont restées vacantes. 10 directeurs d'école (hors classe unique) ont choisi de quitter leur poste pour redevenir adjoint : cette désaffectation pour la fonction ne laisse pas d'inquiéter et doit absolument vous alerter sur les conditions de travail des directeurs. Il est grand temps de trouver des solutions pour mettre fin à la surcharge de travail et au stress de nos collègues face aux responsabilités toujours plus nombreuses qui leur incombent.

Cela nous mène au troisième point de friction, et non des moindres, de cette rentrée scolaire. Il s'agit bien entendu de la suppression des emplois d'aide à la direction. 68 postes supprimés à court ou moyen terme (soit la totalité des aides à la direction dans le 04), ce qui fragilise un peu plus les directeurs et rend leur tâche impossible à accomplir ; ce qui, surtout, renvoie nos collègues EVS à la précarité et à l'incertitude. La rencontre de ce matin en Préfecture n'a malheureusement pas permis de répondre à nos inquiétudes, mais la FSU ne laissera pas faire et appelle tous les collègues à résister à ce plan social à l'envergure inédite. Elle continuera également à revendiquer la création d'emplois pérennes pour ces personnels dont le travail est essentiel à la bonne marche de notre système éducatif.

Pour finir, nous sommes inquiets de la situation du RASED de Riez (14 écoles) qui, à la suite d'une cascade de délégations sur les postes ASH du département, se retrouve privé de maître E. À titre de comparaison, l'école privée du Sacré Cœur de Digne bénéficie d'un RASED complet pour cinq classes. Cherchez l'erreur !

Dans cette conjoncture bien peu favorable, les collègues sont de plus en plus souvent confrontés à des situations complexes face à des élèves difficiles à gérer : la FSU vous alerte solennellement et vous demande que toute l'aide possible leur soit apportée par l'institution.

Pour terminer sur un point positif, nous saluons le maintien des moyens fournis aux EMALA\* (véhicules et déplacements) et espérons que ce maintien sera pérenne pour les années à venir.

---

\* transformées, on ne sait bien pourquoi, en « ERUN »...